

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 15 décembre 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques", a donné le 20 décembre 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 15 december 1999 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheids-bedrijven", heeft op 20 december 1999 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

"Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de dringende noodzakelijkheid die voortvloeit uit het met redenen omkleed advies dat de Europese Commissie op 9 maart 1999 aan België heeft gericht met betrekking tot de omzetting van artikel 5 van richtlijn 97/33/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997 inzake interconnectie op telecommunicatiegebied, wat betreft de waarborging van de universele dienst en van de interoperabiliteit door toepassing van de beginselen van Open Network Provision (ONP), samen met de bijlagen I en III en de dringende noodzakelijkheid die voortvloeit uit verzoekschrift C-384/99 van de Europese Commissie van 7 oktober 1999, waardoor een zaak aanhangig wordt gemaakt bij het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen op grond van artikel 226 van het EG-verdrag, wegens de onjuiste omzetting in intern recht van artikel 5 van richtlijn 97/33/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997, ...".

*

*

*

Conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation s'est limitée aux observations ci-après.

.../...

OBSERVATION GENERALE

A l'exception des articles 1er, 4 et 9, les autres dispositions de l'avant-projet de loi soumis à l'examen de la section de législation portent sur l'octroi d'aides à la presse.

Il ne ressort pas de l'exposé des motifs que ces dispositions aient fait l'objet d'une notification préalable aux services compétents de la Commission européenne.

Interrogé sur ce point, le délégué du ministre a répondu, de manière évasive, qu'il était éventuellement envisagé de procéder ultérieurement à la notification à la Commission européenne, sans toutefois préciser quand cette formalité préalable substantielle aurait lieu.

La section de législation croit bon de rappeler qu'aux termes de l'article 87, paragraphe 1, CE (ancien article 92, paragraphe 1, du traité CE) :

"Sauf dérogations prévues par le présent Traité, sont incompatibles avec le marché commun, dans la mesure où elles affectent les échanges entre Etats membres, les aides accordées par les Etats ou au moyen de ressources d'Etat sous quelque forme que ce soit, qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions.".

.../...

En raison de leur nature, les activités des entreprises de presse entrent incontestablement dans le champ d'application de cette disposition du traité (1).

L'exposé des motifs de l'avant-projet de loi indique que :

"La fourniture d'un tarif spécial en faveur de la presse relèvera désormais des missions d'intérêt général attribuées à Belgacom et financées dans le cadre d'une convention passée avec l'entreprise."

Selon une jurisprudence constante des juridictions communautaires, constituent des aides favorisant certaines entreprises ou productions "tous les avantages consentis par les autorités publiques qui sous des formes diverses allègent les charges qui grèvent normalement le budget d'une entreprise" (2).

Ces aides ne pourraient échapper à l'obligation de notification préalable qu'à la condition d'entrer dans les prévisions de la communication de la Commission n° 96/C 68/06 relative aux aides de minimis, étant précisé que, pour apprécier ce caractère, il y a également lieu d'avoir égard aux aides déjà existantes accordées aux

(1) Voir C.J.C.E., 7 mai 1985, (Commission c/République française), C- 18/84, Rec. C.J.C.E., I, p. 1.34; voir également M. DONY, "Les aides à l'audiovisuel à la lumière du traité de Maastricht", in "L'actualité du droit de l'audiovisuel européen", sous la dir. de C. DOUTRELEPONT, Coll. de la Faculté de Droit de l'Université libre de Bruxelles, Bruylant, Bruxelles - L.G.D.J., Paris, 1996, pp. 111 à 124.

(2) Voir M. DONY-BARTHOLME, "Chronique aides d'Etat", J.T.D.E., 1998, p. 97.

entreprises de presse qui n'auraient pas été notifiées aux services de la Commission européenne.

Le mécanisme d'aide à la presse organisé directement ou indirectement aux articles 2, 3, 5, 6, 7 et 8 de l'avant-projet de loi, doit faire l'objet d'une notification à la Commission européenne conformément aux prévisions de l'article 88, paragraphe 3, CE (ancien article 93, paragraphe 3, du traité CE) et du règlement (CE) n° 659/1999 du Conseil du 22 mars 1999 portant modalités d'application de l'article 93 du traité CE, avant le dépôt du projet de loi sur le Bureau de la Chambre.

L'attention des auteurs de l'avant-projet est attirée sur ce qu'un avant-projet n'est en état d'être soumis pour avis à la section de législation que lorsque toutes les formalités à accomplir en amont ont été remplies, en ce compris la notification aux services compétents de la Commission européenne en vue de l'examen portant sur leur conformité avec le régime communautaire des aides.

Le fonctionnaire délégué n'ayant pas été en mesure d'indiquer si les dispositions du présent avant-projet prévoyant des aides aux entreprises de presse revêtent ou non le caractère de minimis et, par suite, doivent ou non être notifiées à la Commission, il en résulte que, faute d'avoir reçu les informations nécessaires quant à l'accomplissement d'une formalité substantielle, ces dispositions ne sont pas actuellement en état d'être examinées par la section de législation du Conseil d'Etat.

.../...

Le présent avis ne porte en conséquence que sur les seuls articles 1er, 2, 4, 9 et 10 de l'avant-projet.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Article 2

Il y a lieu d'écrire :

"Art. 2. A l'article 84, § 1er, 8°, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques ... (la suite comme à l'avant-projet).".

Article 4

Il convient, à l'occasion du présent avant-projet, d'actualiser le libellé de l'article 122 de la loi du 21 mars 1991.

Depuis l'entrée en vigueur de la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité, il n'est ainsi plus requis que les équipements terminaux de télécommunications fassent l'objet d'un agrément.

Il est renvoyé à cet égard à l'avis L. 29.697/4 donné le 10 décembre 1999 sur le projet d'arrêté royal "modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de

.../...

certaines entreprises publiques économiques en fonction de la directive 1999/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 1999 concernant les équipements hertziens et les équipements terminaux de télécommunications et la reconnaissance mutuelle de leur conformité".

Afin d'éviter les difficultés mises en évidence dans ce dernier avis, mieux vaudrait habiliter le Roi à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution des obligations qui résultent des règlements et directives en vigueur de la Communauté européenne en matière de télécommunications et l'autoriser à compléter, modifier ou remplacer les dispositions non seulement de la loi du 21 mars 1991, mais également celles de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications.

Overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief als volgt :

"Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de dringende noodzakelijkheid die voortvloeit uit het met redenen omkleed advies dat de Europese Commissie op 9 maart 1999 aan België heeft gericht met betrekking tot de omzetting van artikel 5 van richtlijn 97/33/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997 inzake interconnectie op telecommunicatiegebied, wat betreft de waarborging van de universele dienst en van de interoperabiliteit door toepassing van de beginselen van Open Network Provision (ONP), samen met de bijlagen I en III en de dringende noodzakelijkheid die voortvloeit uit verzoekschrift C-384/99 van de Europese Commissie van 7 oktober 1999, waardoor een zaak aanhangig wordt gemaakt bij het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen op grond van artikel 226 van het EG-verdrag, wegens de onjuiste omzetting in intern recht van artikel 5 van richtlijn 97/33/EG van het Europees Parlement en de Raad van 30 juni 1997, ...".

*

*

*

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, heeft de afdeling wetgeving zich beperkt tot de volgende opmerkingen.

.../...

ALGEMENE OPMERKING

Behalve de artikelen 1, 4 en 9, hebben de bepalingen van het voorontwerp van wet waarover de afdeling wetgeving om advies gevraagd is, betrekking op de toekenning van steun aan de pers.

Uit de memorie van toelichting blijkt niet dat de bevoegde diensten van de Europese Commissie vooraf van die bepalingen in kennis gesteld zijn.

Op een vraag dienaangaande heeft de gemachtigde van de minister ontwijkend geantwoord dat eventueel overwogen zou worden de Europese Commissie later in kennis te stellen, zonder evenwel aan te geven wanneer aan dat voorafgaande substantiële vormvereiste voldaan zou worden.

De afdeling wetgeving acht het nuttig eraan te herinneren dat artikel 87, lid 1, EG (oude artikel 92, lid 1, van het EG-Verdrag) aldus luidt :

"Behoudens de afwijkingen waarin dit Verdrag voorziet, zijn steunmaatregelen van de Staten of in welke vorm ook met staatsmiddelen bekostigd, die de mededinging door begunstiging van bepaalde ondernemingen of bepaalde producties vervalsen of dreigen te vervalsen, onverenigbaar met de gemeenschappelijke markt, voor zover deze steun het handelsverkeer tussen de Lid-Staten ongunstig beïnvloedt.".

.../...

Activiteiten van persbedrijven vallen door hun aard ontegenzegglijk binnen de werkingssfeer van die bepaling van het verdrag (1).

In de memorie van toelichting bij het voorontwerp van wet is het volgende gesteld :

"De toekenning van een speciaal tarief ten gunste van de pers zal voortaan deel uitmaken van de opdrachten van algemeen nut die aan Belgacom zijn toegevoegd en die gefinancierd worden in het kader van een overeenkomst die met de onderneming wordt gesloten."

Volgens vaste rechtspraak van de communautaire rechtscolleges zijn steunmaatregelen ten gunste van bepaalde ondernemingen of producties, "alle door het openbaar gezag in diverse vormen toegekende voordelen die de lasten verlichten die gewoonlijk op de begroting van een onderneming drukken" (2).

De verplichting om deze steunmaatregelen vooraf aan te melden, zou alleen vervallen als ze vallen onder de bepalingen van de mededeling van de Commissie nr. 96/C 68/06 inzake de minimis-steun, met dien verstande dat, om te

(1) Zie HvJEG, 7 mei 1985, (Commissie t/Franse Republiek), C- 18/84, Jur. HvJEG, I, blz. 1.34; zie eveneens M. DONY, "Les aides à l'audiovisuel à la lumière du traité de Maastricht", in "L'actualité du droit de l'audiovisuel européen", onder leiding van C. DOUTRELEPONT, Coll. de la Faculté de Droit de l'Université libre de Bruxelles, Bruylant, Brussel - LGDJ, Parijs, 1996, blz. 111 tot 124.

(2) Zie M. DONY-BARTHOLME, "Chronique aides d'Etat", JTDE, 1998, blz. 97.

beoordelen of hieraan voldaan is, eveneens rekening dient te worden gehouden met de reeds bestaande steunmaatregelen ten gunste van persbedrijven, waarvan de diensten van de Europese Commissie niet in kennis zouden zijn gesteld.

Het systeem van directe of indirecte steun aan de pers, dat bepaald is in de artikelen 2, 3, 5, 6, 7 en 8 van het voorontwerp van wet, dient ter kennis van de Europese Commissie te worden gebracht overeenkomstig de bepalingen van artikel 88, lid 3, EG (oude artikel 93, lid 3, van het EG-Verdrag) en van verordening (EG) nr. 659/1999 van de Raad van 22 maart 1999 tot vaststelling van nadere bepalingen voor de toepassing van artikel 93 van het EG-Verdrag, nog vóór het wetsontwerp bij de Kamer ingediend wordt.

De aandacht van de stellers van het voorontwerp wordt erop gevestigd dat een voorontwerp alleen in zoverre gereed is dat het ter fine van advies aan de afdeling wetgeving kan worden voorgelegd, wanneer voldaan is aan alle te vervullen voorafgaande vormvereisten, met inbegrip van het in kennis stellen van de bevoegde diensten van de Europese Commissie met het oog op het onderzoek naar de conformiteit ervan met de communautaire steunregeling.

Doordat de gemachtigde ambtenaar niet heeft kunnen aangeven of de bepalingen van het onderhavige voorontwerp dat voorziet in steun aan persbedrijven, al dan niet beantwoorden aan de vereisten inzake de minimis-steun, en bijgevolg al of niet ter kennis van de Commissie dienen te worden gebracht, zijn die bepalingen thans niet in zoverre gereed dat de afdeling wetgeving van de Raad van State ze kan onderzoeken, bij gebrek aan de noodzakelijke informatie inzake de vervulling van een substantieel vormvereiste.

.../...

Dit advies heeft bijgevolg alleen betrekking op de artikelen 1, 2, 4, 9 en 10 van het voorontwerp.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 2

Er dient te worden geschreven :

"Art. 2. In artikel 84, § 1, 8°, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven ... worden de woorden ... vervangen door de woorden ...".

Artikel 4

In het kader van het onderhavige voorontwerp dient de tekst van artikel 122 van de wet van 21 maart 1991 te worden bijgewerkt.

Sinds de inwerkingtreding van richtlijn 1999/5/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 9 maart 1999 betreffende radioapparatuur en telecommunicatie-eindapparatuur en de wederzijdse erkenning van hun conformiteit, is immers geen erkenning meer vereist voor telecommunicatie-eindapparatuur.

.../...

In dit verband wordt verwezen naar advies L. 29.697/4, gegeven op 10 december 1999 over het ontwerp van koninklijk besluit "tot aanpassing van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven aan de richtlijn 1999/5/EG van het Europees Parlement en de Raad van 9 maart 1999 betreffende radioapparatuur en telecommunicatie-eindapparatuur en de wederzijdse erkenning van hun conformiteit".

Om de problemen te voorkomen waarop in dat laatste advies gewezen is, is het beter de Koning te bevoegdheid te verlenen om alle maatregelen te nemen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de verplichtingen die voortvloeien uit de van kracht zijnde verordeningen en richtlijnen van de Europese Gemeenschap inzake telecommunicatie en hem ertoe te machtigen niet alleen de bepalingen van de wet van 21 maart 1991, maar ook die van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving, aan te vullen, te wijzigen of te vervangen.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

P. HANSE,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. B. RONGVAUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. B. RONGVAUX, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN